

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 janvier 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3797)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 1004**

présenté par

M. Vallaud, Mme Untermaier, Mme Karamanli, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Victory, M. David Habib et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 16, insérer l'article suivant:**

L'article L. 4161-5 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les peines mentionnées au précédent alinéa sont portées à deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amendes lorsque l'exercice a consisté en un examen visant à attester la virginité d'une personne. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe socialistes et apparentés vise à renforcer les peines en matière d'exercice illégal de la médecine lorsque cet exercice visait à attester de la virginité d'une personne. Il s'agit ici d'anticiper les effets contre productifs de la disposition visant à sanctionner l'établissement par un médecin de certificat de virginité. En effet, une telle mesure risque de conduire à l'évitement des médecins et à des exercices illégaux de la médecine. Tel est le sens de cet amendement.